

COMMUNICATION ENVIRONNEMENTALE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : PERCEPTIONS ET COMPRÉHENSION DES PROJETS VERTS MENÉS À BOUAKÉ

Moussa COULIBALY

Université Alassane Ouattara

moussa.coulibaly@uao.edu.ci

Résumé

La communication environnementale joue un rôle clé dans la sensibilisation et l'adhésion des populations locales aux initiatives écologiques. Cet article analyse la perception et la compréhension des projets verts mis en place par la municipalité de Bouaké, en Côte d'Ivoire afin d'évaluer leur contribution au développement durable. À travers une approche qualitative et quantitative, l'étude examine comment les stratégies de communication utilisées influencent la réception et l'appropriation des projets par les habitants.

Mots-clés : *communication, développement durable, environnement, collectivités, perception*

Abstract

Environmental communication plays a key role in raising awareness and gaining support for green initiatives among local populations. This article analyzes the perception and understanding of green projects implemented by the municipality of Bouaké, Côte d'Ivoire, in order to assess their contribution to sustainable development. Using a qualitative and quantitative approach, the study examines how the communication strategies used influence the reception and appropriation of the projects by residents.

Keywords : *communication, sustainable development, environment, communities, perception*

Introduction

Les enjeux environnementaux occupent aujourd'hui une place centrale dans les politiques publiques à l'échelle mondiale. Comme le souligne Espuny « ce demi-siècle de recul nous permet de dire que l'environnement a bousculé bien des lignes dans l'agenda public international » (2022 : 213). Cette affirmation traduit la montée en puissance des préoccupations écologiques dans les débats politiques et sociétaux. De leur côté, Kidaye et Saoussany notent qu'« avec l'augmentation de la demande sociétale pour un environnement plus propre, la question environnementale est devenue une préoccupation croissante partagée par les groupes environnementaux, les législateurs, la société civile et les autorités publiques » (2020 : 368).

Les villes, en tant qu'espaces de forte concentration humaine et de pressions multiples sur les ressources naturelles, se trouvent au cœur des stratégies de transition écologique. Dans les pays du Sud, notamment en Afrique subsaharienne et plus précisément en Côte d'Ivoire, cette transition s'inscrit dans un contexte marqué par des défis structurels : urbanisation rapide, faibles capacités institutionnelles, inégalités socio-économiques et faible culture environnementale dans certains segments de la population. C'est dans ce cadre que la communication environnementale apparaît comme un levier stratégique pour accompagner les dynamiques de transformation urbaine durable. Elle ne se limite pas à la diffusion d'informations techniques, mais vise à construire un espace de dialogue, de compréhension partagée et d'engagement collectif autour des enjeux écologiques. Comme le rappellent Cormier et Amel (cit. in Kidaye & Saoussany, 2020 : 371), la communication environnementale « fournit une compréhension globale des questions liées à l'environnement et des risques, ainsi qu'une indication du niveau de performance de l'organisation dans le domaine environnemental ». Elle constitue donc un instrument d'apprentissage, d'accompagnement social et d'action collective, traduisant la capacité d'une société à produire du sens autour de ses transformations écologiques. Cette dimension communicationnelle rejoint les principes fondamentaux du développement durable, dont la définition fondatrice, issue du rapport Brundtland, énonce qu'il s'agit d'un « mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs

» (Brundtland, 1987). Deux concepts en sont indissociables : la reconnaissance des besoins essentiels des plus démunis et la limitation des capacités de l'environnement à répondre aux besoins humains actuels et futurs. Cette interdépendance appelle une communication authentique entre institutions publiques et citoyens : « Seule la communication authentique, notamment des institutions publiques avec les citoyens, capable de différencier ou de cloisonner les messages et d'éclairer les anticipations, peut contribuer à plus d'intelligence et de responsabilités collectives. »

C'est dans cette optique que la communication devient un pilier de la gouvernance environnementale, conditionnant la compréhension, la confiance et l'adhésion aux politiques locales. Située au centre de la Côte d'Ivoire, à environ 310 km d'Abidjan, Bouaké est la deuxième ville du pays. Elle connaît depuis deux décennies une urbanisation rapide et une forte croissance démographique, générant des défis majeurs en matière de gestion des déchets, d'occupation de l'espace. Consciente de ces enjeux, la commune de Bouaké, appuyée par des partenaires techniques et financiers, a initié plusieurs projets phares : Bouaké Ville Verte, Ville Durable, Grands ménages etc. Ces initiatives traduisent une volonté politique affirmée de promouvoir un modèle de développement urbain plus durable et inclusif. Toutefois, leur succès dépend largement de la manière dont ces projets sont perçus, compris et relayés auprès de la population. Une stratégie de communication adaptée peut renforcer l'adhésion et la participation citoyenne, alors qu'une communication inadaptée peut susciter incompréhension ou rejet. D'où l'intérêt d'interroger les mécanismes de réception, de compréhension et d'appropriation des messages portés par les projets verts à Bouaké.

Dans ce contexte, la problématique de la présente recherche se formule ainsi : comment la communication autour des projets verts à Bouaké influence-t-elle la perception, la compréhension et l'implication des citoyens dans une dynamique de développement durable ? À travers une approche méthodologique mixte mobilisant des outils qualitatifs et quantitatifs, cette étude vise à analyser les perceptions citoyennes, à identifier les limites des stratégies de communication déployées et à proposer des pistes d'amélioration pour une meilleure efficacité. Elle met en lumière la nécessité de repenser la communication environnementale dans les contextes urbains africains en l'ancrant davantage dans les

réalités locales, les pratiques socioculturelles et les besoins des populations.

1. Cadre théorique

Cette recherche s'appuie sur un cadre théorique combinant les théories de Jürgen Habermas (1987), Stuart Hall (1980) et Edward Freeman (1984). Ces théories, bien que distinctes dans leurs origines, se rejoignent autour d'une idée centrale : la communication est un processus social fondé sur l'échange, la négociation du sens et la co-construction de l'action collective.

1.1 La théorie de l'agir communicationnel (Habermas, 1987)

La théorie de l'agir communicationnel considère la communication comme un espace d'entente rationnelle entre les acteurs sociaux. Pour Habermas, la compréhension mutuelle (*Verständigung*) se construit à travers un dialogue libre de toute contrainte où chaque participant peut défendre ses arguments de manière rationnelle. Appliquée au contexte de la communication environnementale, cette théorie permet d'interroger la qualité du dialogue entre la mairie de Bouaké et les citoyens : les habitants sont-ils considérés comme de simples récepteurs d'informations ou comme des partenaires dans la définition des politiques vertes ? la communication municipale favorise-t-elle une appropriation collective des projets ?

Dans cette perspective, l'étude par cette approche théorique, analyse les interactions comme des indicateurs du degré de démocratie participative et de transparence institutionnelle dans la gouvernance environnementale au niveau local.

1.2 La théorie de la réception (Hall, 1980)

À travers cette théorie (de la réception ou du codage/décodage), Hall rappelle que la signification d'un message n'est pas fixe d'autant qu'elle dépend des cadres culturels et sociaux de chaque récepteur. Cette approche éclaire la manière dont les habitants de Bouaké interprètent les discours municipaux relatifs aux projets « Bouaké Ville Verte » et « Bouaké Ville Durable ». Selon leur niveau d'éducation, leur zone de résidence ou leur appartenance socioprofessionnelle, ils peuvent adopter : une lecture dominante (adhésion complète au message

institutionnel), une lecture négociée (acceptation partielle selon leurs expériences locales), ou une lecture oppositionnelle (rejet du message perçu comme déconnecté des réalités du terrain).

Cette théorie permet ainsi de relier les variations d'interprétation observées dans l'enquête aux conditions sociales et culturelles des citoyens, et d'expliquer pourquoi certains messages environnementaux demeurent mal compris malgré leur diffusion massive.

1.3 La théorie des parties prenantes (Freeman, 1984)

Enfin, la théorie des parties prenantes apporte une dimension stratégique. Elle considère que tout projet de développement durable doit intégrer les intérêts, les besoins et les attentes de l'ensemble des acteurs impliqués citoyens, ONG, entreprises, institutions locales et bailleurs de fonds.

Elle permet ici de mesurer dans quelle mesure la mairie de Bouaké associe les parties prenantes à la conception, à la mise en œuvre et à la communication de ses projets verts. Ce cadre met l'accent sur la responsabilité partagée, plus la communication est inclusive, plus la gouvernance environnementale gagne en légitimité et en efficacité.

Ensemble, elles fondent une approche communicationnelle intégrée du développement durable local, où la compréhension, la participation et la co-responsabilité deviennent les piliers d'une gouvernance environnementale efficace.

2. Méthodologie de recherche

Cette section relative à la méthodologie précise le type d'étude, les techniques d'échantillonnage, les outils de collecte des données et les méthodes d'analyse utilisées.

2.1 Type d'étude, population-cible et échantillonnage

Cette recherche adopte une approche mixte, combinant méthodes quantitatives et qualitatives. Ce choix vise à croiser les données statistiques issues d'un large échantillon de la population avec des données plus fines recueillies auprès d'acteurs institutionnels et communautaires, afin d'obtenir une compréhension à la fois globale et approfondie du phénomène étudié.

2.1.1 Approche quantitative

Une enquête par questionnaire a été administrée auprès de 250 habitants de la commune de Bouaké. L'échantillon a été constitué selon une méthode d'échantillonnage stratifié, de manière à refléter la diversité socio-spatiale de la ville. Trois grandes strates ont été retenues, les quartiers résidentiels, caractérisés par un meilleur accès aux infrastructures et une population à revenu moyen ou élevé ; les quartiers périphériques, marqués par une urbanisation récente et des équipements limités ; les quartiers populaires, où les enjeux de gestion des déchets, d'insalubrité et de communication publique sont les plus perceptibles. Le tableau ci-dessous présente la répartition indicative des zones d'enquête :

Tableau 1 : récapitulatif et cartographie de l'échantillon

Zones de Bouaké	Spécificités	Effectifs (enquête quantitative)
Quartiers résidentiels : Municipal, Air France 3	Population à revenu moyen/élevé, meilleure desserte et proximité du centre	80
Quartiers périphériques : Dar- es-Salam, Sokoura, N'gattakro	Urbanisation récente, faible accès aux infrastructures de base	90
Quartiers populaires : Belleville, Koko, Kennedy	Forte densité, conditions d'assainissement précaires, présence de marchés et d'activités informelles	80
Total		250

Source : notre enquête

2.1.2 Approche qualitative

En complément, une approche qualitative a été mise en œuvre afin d'enrichir l'analyse statistique par des données discursives et interprétatives. Elle a consisté en la réalisation de quinze entretiens semi-

directifs auprès d'acteurs clés : des citoyens issus de différents quartiers ; des responsables municipaux impliqués dans la mise en œuvre des projets verts (Bouaké Ville Verte, Bouaké Ville Durable, Grands Ménages, etc.) ; des acteurs associatifs et communautaires œuvrant dans le domaine de l'environnement, de la jeunesse et de la gouvernance locale.

Les entretiens semi-directifs, d'une durée moyenne de 30 à 45 minutes, ont permis de recueillir les perceptions des acteurs locaux sur la communication municipale. Les thèmes abordés portaient sur la compréhension des messages, la crédibilité des émetteurs, les canaux d'information privilégiés et la participation citoyenne. Les propos enregistrés et retranscrits, ont été soumis à une analyse thématique. Les citations les plus représentatives ont été mobilisées pour illustrer les résultats.

2.2 Outils de collecte de données

Trois principaux outils ont été mobilisés dans cette recherche : Le questionnaire, structuré autour de quatre axes : données sociodémographiques, niveau de connaissances des projets verts, perception de la communication autour des projets verts, compréhension des messages et engagement ou adhésion aux initiatives environnementales. L'entretien semi-directif, permettant d'approfondir les perceptions, représentations et suggestions des acteurs locaux sur la communication municipale et les mécanismes d'appropriation citoyenne. L'analyse documentaire, fondée sur l'étude de documents institutionnels, de rapports de projets, de supports de communication municipale (affiches, spots radio, publications Facebook, etc.) et d'articles de presse locale relatifs aux projets verts.

2.3 Méthodes d'analyse des données

Les données ont fait l'objet de traitements complémentaires selon leur nature : Les données quantitatives issues des questionnaires ont été analysées à l'aide de statistiques descriptives (fréquences, moyennes, pourcentages) afin d'examiner les relations entre le profil sociodémographique des répondants, leur niveau d'information, leurs perceptions et leur engagement. Les données qualitatives (entretiens et documents) ont été soumises à une analyse commentée des verbatims. Les principaux thèmes ont porté sur : la compréhension des messages, la

crédibilité des émetteurs, les canaux de communication, la participation citoyenne et la perception de l'impact environnemental.

Cette triangulation méthodologique combinant approche quantitative, approche qualitative et analyse documentaire garantit la fiabilité et la profondeur analytique des résultats, tout en permettant d'articuler les logiques institutionnelles de communication avec les perceptions réelles des citoyens.

3. Résultats

Cette section présente les principaux résultats issus de l'enquête menée auprès des habitants de Bouaké et des entretiens réalisés avec les acteurs institutionnels et communautaires. L'analyse des données a permis de dégager des tendances significatives concernant la perception, la compréhension et l'appropriation des projets verts par la population. Ces résultats s'articulent autour de quatre axes majeurs : (3.1) les données sociodémographiques ; (3.2) la connaissance des projets verts ; (3.3) la perception de la communication autour des projets verts ; et enfin (3.4) des recommandations visant à renforcer l'impact et la durabilité des projets verts municipaux.

3.1 Données sociodémographiques

Ces informations ont permis de situer les profils des participants et de croiser leurs perceptions avec leurs caractéristiques sociales et spatiales. (Voir tableau 1)

Tableau relatif aux données sociodémographiques

Variables	Catégories	Effectifs (n)	Pourcentage (%)
Sexe	Hommes	132	53 %
	Femmes	118	47 %
Tranche d'âge	18 – 30 ans	116	46,4 %
	31 – 45 ans	87	34,8 %
	46 – 60 ans	41	16,4 %
	61 ans et plus	6	2,4 %
Niveau d'instruction	Sans instruction	15	6 %
	Primaire	28	11,2 %

	Secondaire	138	55,2 %
	Supérieur (Université/Formation professionnelle)	69	27,6 %
Statut professionnel	Secteur public/privé	63	25 %
	Secteur informel	80	32 %
	Étudiants	52	21 %
	Ménagères	35	14 %
	Sans emploi	20	8 %
Zone de résidence	Quartiers résidentiels (Municipal, Air France 3)	80	32 %
	Quartiers périphériques (Dar-es-Salam, Sokoura, N'gattakro)	90	36 %
	Quartiers populaires (Belleville, Koko, Kennedy)	80	32 %

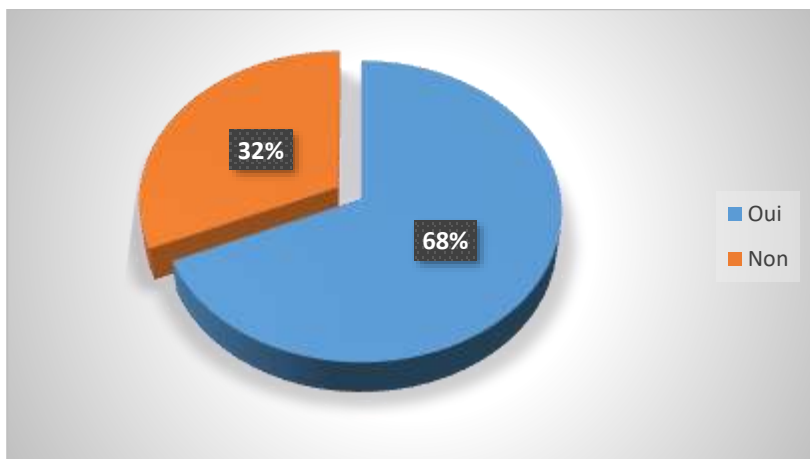
Source : Enquête de terrain

Ces résultats montrent une population majoritairement jeune (46,4 % entre 18 et 30 ans), à parité presque parfaite entre homme 53 % et femme (47 %). En outre, la forte présence de travailleurs du secteur informel (32 %) et d'étudiants (21 %) souligne la nécessité d'adapter la communication environnementale à des publics aux intérêts différents. La répartition spatiale équilibrée des répondants permet enfin de comparer les perceptions selon les types de quartiers, révélant des inégalités d'accès à l'information et de participation.

3.2 Connaissance des projets verts

Les répondants devaient indiquer s'ils connaissaient ces projets, leurs sources d'information (radio, réseaux sociaux, mairie, associations, bouche-à-oreille) et leur appréciation du degré de visibilité de ces actions. Ainsi, ils ont été interrogé sur la question suivante : avez-vous déjà entendu parler de projets verts ou environnementaux dans la commune de Bouaké ? À cette question, 68 % soit 171 personnes ont répondu par l'affirmative, et 32 % par la négation. (Voir graphique 1)

Graphique 1 : relatif à l'information sur un projet vert

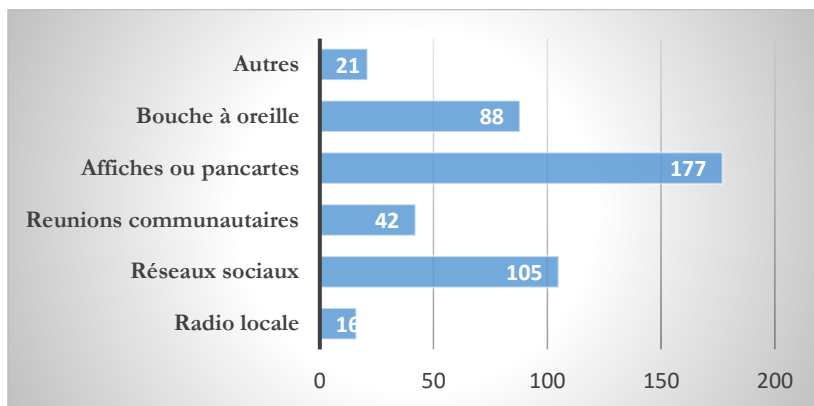


Source : enquête de terrain

Pour cette étude, des trois projets identifiés, le projet « Bouaké Ville Durable » est le plus connu des populations avec un score de 47 % soit 117 des personnes interrogées, 36 % ont plutôt une idée sur le projet « Bouaké Ville Verte » et 25 % semblent avoir des informations sur le projet « Grands ménages » qui est l'un des derniers nés des projets de la mairie de Bouaké.

En poursuivant, il a été question de se faire une idée sur les canaux par lequel ils ont entendu parler de projets verts. À cet effet, il ressort que la plupart des personnes soit 177 sur 250 déclarent être informées par les affiches (panneaux publicitaires). D'autres canaux tels que les réseaux sociaux, les radios locales, les réunions communautaires etc. ont également servi à informer les populations. (*Voir graphique 2*)

Graphique 2 : relatif aux canaux de communication

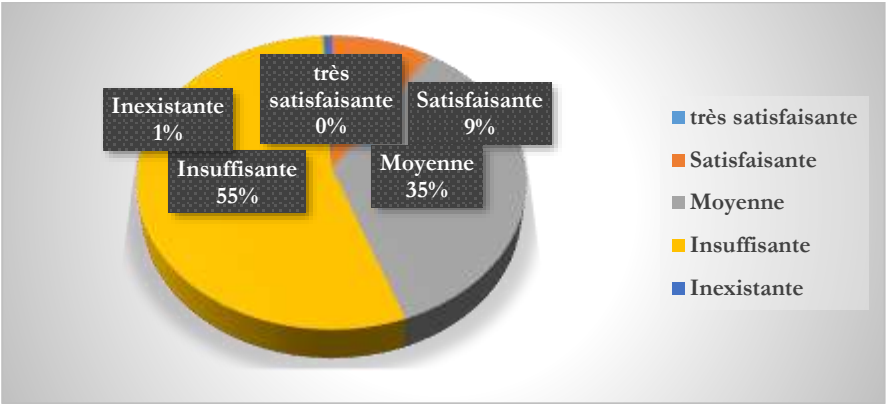


Source : enquête de terrain

3.3 Perception de la communication autour des projets verts

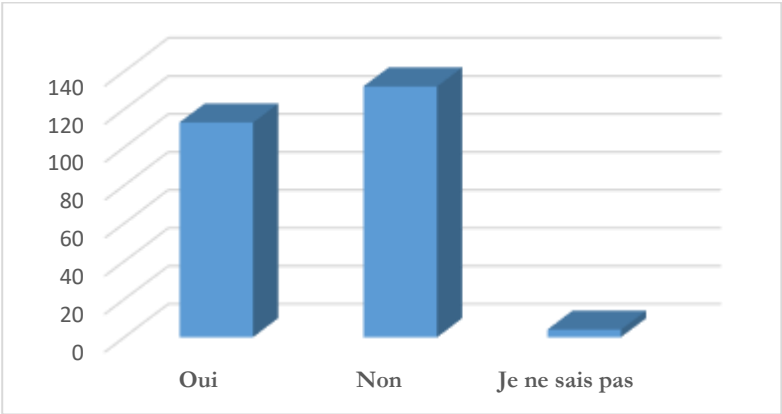
Cette section visait à mesurer la manière dont la population juge la qualité, la clarté et la pertinence de la communication municipale. Les items portaient notamment sur la fréquence des messages reçus, la confiance envers les émetteurs (mairie, ONG, médias), la lisibilité des supports utilisés et la transparence dans la diffusion des informations relatives aux projets. À la question de savoir ce qu'ils pensent de la communication de la mairie, les résultats collectés auprès des répondants se présentent comme suit :

Graphique 3 : relatif à la perception sur le niveau de la communication faite par la mairie



Source : enquête de terrain
En outre, à la question de savoir si les autorités municipales impliquaient suffisamment les populations,

Graphique 4 : relatif à l'implication des populations par les autorités municipales

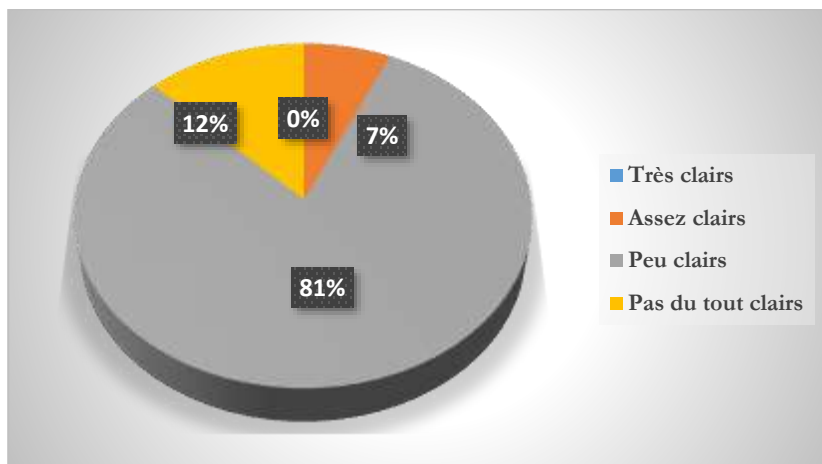


Source : enquête de terrain

Par le biais de ces données, il ressort que l'implication des populations à l'implémentation de projets environnementaux n'est pas aussi effective, en témoigne l'avis de 132 personnes sur les 250 répondants.

Si le projet « Bouaké Ville Durable » semble être le projet le plus vulgarisé, nous avons tenu à savoir si les messages environnementaux ou le concept de « Ville durable » étaient assez clairs. Comme résultat, il ressort des données que 81 % des déclarants que les messages ne sont pas assez clairs, tandis que 12 % confient que les messages ne sont « pas du tout clairs. (Voir graphique 5)

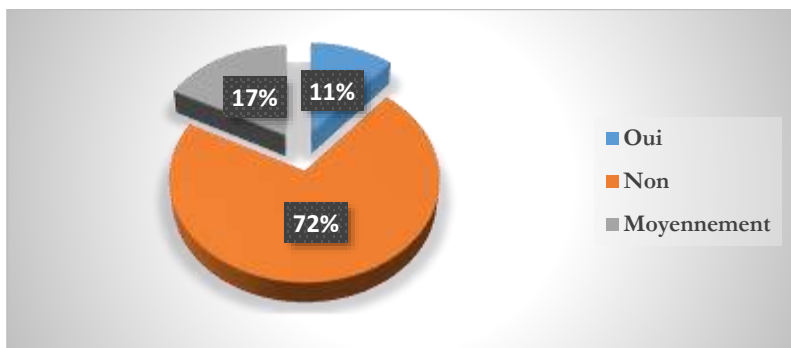
Graphique 5 : relatif à la clarté des messages environnementaux



Source : enquête de terrain

En poursuivant et en tenant compte du fait que le projet « Bouaké Ville Durable » est connu, il a été question de savoir si les messages sont adaptés aux réalités locales. Les résultats recueillis se présentent comme suit :

Graphique 6 : relatif à l'adaptabilité des messages aux réalités locales



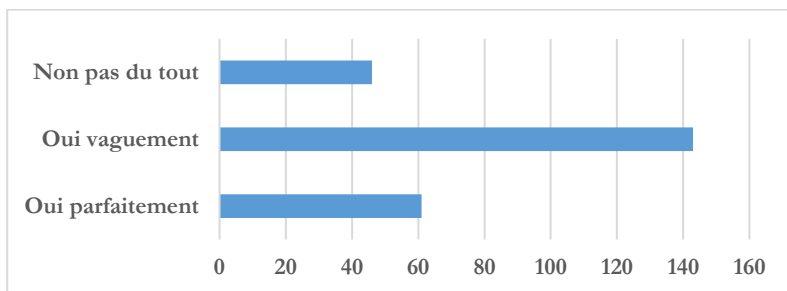
Source : enquête de terrain

3.4 Compréhension et engagement des populations

Le dernier volet s'intéressait à la compréhension des objectifs des projets verts et de la notion de « développement durable » et à la disposition des habitants à s'y impliquer. Les répondants ont été invités à indiquer dans quelle mesure ils comprenaient les finalités environnementales des projets municipaux, s'ils se sentaient concernés par ces initiatives, et s'ils étaient prêts à participer à des actions collectives (campagnes de nettoyage, reboisement, sensibilisation de proximité).

À la question de savoir s'ils ont ou pas une compréhension des concepts « Ville durable », « Développement Durable ».

Graphique 7 : relatif à la compréhension des concepts



Source : notre enquête

Les entretiens réalisés avec les acteurs communautaires, les responsables municipaux et les représentants d'associations locales ont permis d'enrichir la compréhension des résultats quantitatifs.

Plusieurs enquêtés ont exprimé que la communication de la mairie « reste trop institutionnelle » et « ne parle pas assez le langage des populations ». Un responsable associatif a ainsi indiqué : « Beaucoup de gens entendent parler de « Bouaké Ville Verte », mais ne savent pas vraiment ce qu'on attend d'eux. On voit les panneaux, mais on ne nous explique pas ce qu'est une ville durable. »

D'autres acteurs reconnaissent toutefois les efforts de sensibilisation menés à travers les campagnes de reboisement ou les journées de salubrité. Selon un agent municipal interrogé : « Nous essayons de rapprocher la mairie des habitants à travers les journées citoyennes, mais il faut plus d'implication des quartiers. »

Ces témoignages confirment que la compréhension et l'engagement des citoyens dépendent fortement de la clarté des messages et de la proximité des canaux utilisés. Ils mettent en évidence la nécessité de renforcer les dispositifs de dialogue direct avec les populations locales.

Les résultats obtenus confirment l'idée habermassienne selon laquelle la communication stratégique limite la compréhension mutuelle. Ils illustrent également le modèle de réception de Hall, où les habitants produisent des lectures négociées des messages municipaux, influencées par leur appartenance sociale et leur rapport à la mairie.

4. Discussion

Les résultats de cette recherche menée à Bouaké montrent que, si 68 % des habitants interrogés ont entendu parler d'au moins un projet vert municipal notamment « *Bouaké Ville Durable* » et « *Bouaké Ville Verte* », seuls 19 % affirment en comprendre clairement les objectifs et la portée. Ce constat traduit un écart non négligeable entre l'exposition aux messages et la compréhension réelle des contenus environnementaux. Comme le souligne Cohen-Bacrie (2006 : 42), « communiquer sur le développement durable ne revient pas à informer, mais à instaurer une relation de confiance et de sens partagé ». Dans le cas de la commune de Bouaké, la communication institutionnelle de la mairie semble avoir privilégié la visibilité à la compréhension, reproduisant un schéma top-

down typique des administrations publiques en Côte d'Ivoire et ailleurs en Afrique.

En outre, il est important de relever que la SNDD dans les axes stratégiques met en exergue la participation citoyenne en ces termes : « La participation citoyenne est inscrite dans la vision du développement durable à l'horizon 2027 en ces termes : « le développement durable est ancré dans le corps social, faisant de chaque citoyen un acteur responsable qui contribue à l'harmonie entre la qualité de l'environnement (...) en vue de l'épanouissement d'une communauté nationale modèle » (2005 ; 25). Pour Koné, « il s'agit d'emmener les citoyens à partager et soutenir les objectifs et initiatives du gouvernement, d'avoir des gestes et comportements quotidiens compatibles avec les exigences du développement durable. » (Koné, 2019 : 151). L'analyse de ces données révèle les limites de l'approche de la mairie quant à l'implication véritable des citoyens, mais aussi, elle met en évidence une communication essentiellement descendante et institutionnelle. En outre, les affiches et panneaux publicitaires constituent les principaux canaux identifiés par 71 % des répondants, tandis que les radios de proximité, les associations et les réseaux communautaires jouent un rôle secondaire. Cette prééminence d'une communication unidirectionnelle correspond à ce que Habermas (1987 : 137) appelle l'action stratégique, où le langage est mobilisé comme instrument d'influence plutôt que comme moyen de compréhension mutuelle. Une telle approche réduit la communication environnementale à un acte de persuasion, alors qu'elle devrait, selon le modèle habermassien, viser la *Verständigung* c'est-à-dire la construction d'un consensus rationnel et participatif qui profitent à toutes les parties prenantes.

Par ailleurs, les entretiens qualitatifs réalisés avec certains leaders, responsables associatifs et communautaires confirment cette tendance. Plusieurs enquêtés ont souligné le caractère trop institutionnel des messages environnementaux. L'un d'eux déclare ainsi :

« Beaucoup de gens entendent parler de Bouaké Ville Verte, mais ne savent pas vraiment ce qu'on attend d'eux. On voit les panneaux, mais on ne nous explique pas ce qu'est une ville durable. »

Un autre, responsable d'une association de jeunes, ajoute :

« On parle souvent de reboisement ou de nettoyage, mais la mairie devrait venir dans les quartiers, échanger avec les habitants, pas seulement afficher des slogans. »

Ces témoignages traduisent une attente de proximité et une demande de clarté, confirmant que la communication actuelle reste perçue comme technocratique et distante. Comme le rappelle Lascoumes (2012 : 51), « gouverner par les instruments, c'est reconnaître que les dispositifs techniques ou symboliques ne produisent leurs effets que s'ils s'articulent à des logiques sociales de participation et d'appropriation ». Dans la commune de Bouaké, l'absence d'espaces de dialogue tels que des forums citoyens ou des comités de quartier limite la co-construction du sens des projets écologiques. Depuis l'arrivée de l'équipe municipale actuelle, beaucoup d'efforts sont faits mais un manque d'engagement de la part des populations freine cet élan.

En sus, les perceptions recueillies montrent également des écarts selon le profil socioculturel des répondants. Les habitants des quartiers résidentiels se disent davantage informés que ceux des quartiers périphériques ou populaires. Cette différenciation rejoint la théorie de la réception de Stuart Hall (1980 : 136), selon laquelle le sens d'un message est toujours négocié par le récepteur selon sa position sociale, culturelle et linguistique. Dans le contexte de Bouaké, les codes de communication souvent en français administratif ne sont pas toujours adaptés aux pratiques langagières locales, entraînant une relecture partielle, voire une incompréhension du message. Les propos d'un jeune enquêté l'illustrent bien :

« Quand on parle de « ville durable », certains pensent que c'est juste planter des arbres. Peu savent que ça concerne aussi les déchets, l'eau, ou la manière d'habiter. »

Ces variations d'interprétation confirment l'importance d'une contextualisation culturelle des messages, comme le recommandent Cormier et Amel (2020 : 118), pour qui « la communication environnementale ne devient transformative que lorsqu'elle s'inscrit dans les systèmes symboliques et les représentations sociales locales ».

Les entretiens ont également mis en évidence une faible implication des parties prenantes locales dans les dispositifs de communication. Les associations de femmes et de jeunes, les écoles et les leaders communautaires sont encore peu intégrés dans la diffusion des messages ou la conception des campagnes. Cette observation rejoint la théorie des

parties prenantes de Freeman (1984 : 25), selon laquelle la réussite d'un projet dépend de la manière dont il intègre les attentes et les perceptions de tous les acteurs concernés. À Bouaké, cette faible mobilisation des relais communautaires contribue à la fragmentation des initiatives et à la méfiance d'une partie des citoyens. Pourtant, comme l'affirme un agent municipal interrogé :

« Quand les chefs de quartier participent à la campagne, les habitants suivent. Il faut les associer dès le départ, pas seulement pour les photos. »

Enfin, un aspect essentiel ressort tant des données quantitatives que des verbatims : la fragilité de la confiance entre les populations et les institutions locales. Si les projets verts sont perçus comme utiles, beaucoup doutent de leur continuité ou de leur impact concret. Cette défiance est alimentée par l'absence de suivi visible et de retour d'information. Or, selon Jurgen Habermas, la confiance est la condition première du dialogue social : elle se construit par la transparence, la cohérence et la réciprocité (1987 : 310). De même, Bourg et Whiteside plaident pour une « démocratie écologique » fondée sur la participation active des citoyens et la responsabilité partagée des institutions. (2010 : 72)

Ainsi, l'analyse croisée des résultats quantitatifs et qualitatifs met en évidence trois tendances structurantes : une communication visible mais peu lisible, reposant sur la diffusion institutionnelle, une appropriation différenciée selon les milieux sociaux et culturels et une participation citoyenne encore limitée, freinée par le manque d'espaces d'expression, de confiance et de responsabilité des populations à l'atteinte des objectifs de développement durable. Ces constats loin d'être isolés appellent à une refondation de la communication environnementale municipale à Bouaké. Elle doit passer d'un modèle de persuasion verticale à un modèle de médiation horizontale, où les citoyens deviennent co-auteurs des messages et co-acteurs des projets. Comme le résume Cohen-Bacrie : « la communication environnementale devient durable lorsqu'elle transforme la relation entre institutions et citoyens en un espace de co-responsabilité » (Cohen-Bacrie, 2006 : 98)

En d'autres termes, la durabilité des projets verts à Bouaké dépend moins de la quantité d'informations diffusées que de la qualité du lien social et communicationnel tissé autour d'eux. La communication doit ainsi devenir un outil de gouvernance partagée, articulant transparence,

proximité et participation, au service d'une véritable écocitoyenneté locale.

Bibliographie

- BOURG Dominique et WHITESIDE Kerry, 2010. *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Paris, Seuil.
- COHEN-BACRIE Bruno, 2006. *Communiquer efficacement sur le développement durable*, Paris, Editions Démon,
- Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, 1987. Notre avenir à tous (Rapport Brundtland).
- Espuny Celine Pascual, 2022. « La communication environnementale, au cœur des humanités environnementales », Questions de communication, 41(1), 211-222, <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.28993>.
- FREEMAN Edward, 1984. *Strategic Management: A Stakeholder Approach*, Boston, Pitman
- HABERMAS Jurgen, 1987. *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard.
- HALL Stuart, 1980. *Encoding and Decoding in the Television Discourse*, Birmingham, Centre for Contemporary Cultural Studie
- KIDAYE Nabila et SAOUSSANY Amina, 2020. « La communication environnementale : une étude de la revue de littérature », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 3 : Numéro 3 » pp : 366 – 388
- KONE Bassemory, 2019. Enjeux et défis de la participation citoyenne à la politique environnementale en Côte d'Ivoire, RISLC n°13, décembre 2019, pp. 143-161
- LASCOUTES Pierre, 2018. Chapitre III. L'action publique environnementale. Action publique et environnement (p. 81-121). Presses Universitaires de France. <https://shs.cairn.info/action-publique-et-environnement--9782130812647-page-81>
- MOUMENE Lamia, 2012. La communication et l'entrepreneuriat dans le cadre du développement durable Etude des pratiques des PME de la ville d'Annaban Université De Nice Sophia-Antipolis, U.F. R des lettres, Arts et Sciences Humaines
- SNDD, 2011. Stratégie Nationale de Développement durable : Engager la transition vers une société plus viable, décembre